



## **Audit Fiscalité et Conseils**

Expertise Comptable  
Commissariat aux Comptes

### **ASSOCIATION COM'EXPRESSION**

Association loi 1901 sans but lucratif  
Siège social : 92 rue des Charmettes  
69 006 LYON

SIREN 498 483 924 - RNA W133005438

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
STATUANT SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS

**LE 31 DECEMBRE 2023**



3 rue du Colonel Chambonnet 69500 BRON  
Tél. : 04.72.14.83.83 – Fax : 04.72.14.83.89 – [contact@afc-experts.fr](mailto:contact@afc-experts.fr)

---

S.A.S au capital de 100 000 € - RCS LYON B 404 322 422  
Inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la région Rhône Alpes  
Commissaire aux Comptes, membre de la Compagnie de Lyon

**Association COM'EXPRESSION**

Association loi 1901 sans but lucratif

Siège Social : 92 rue des Charmettes  
69 006 - LYON

SIREN 498 483 924  
RNA W133005438

EXERCICE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2023 AU 31 DECEMBRE 2023

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**  
**STATUANT SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS**  
**LE 31 DECEMBRE 2023**

*Société AUDIT FISCALITE ET CONSEILS SAS*  
*Commissaire aux Comptes inscrit*  
*Parc St Exupéry – l'Atrium – 3 rue du Colonel Chambonnet – 69 500 BRON*

**Association COM'EXPRESSION**

Association loi 1901 sans but lucratif

Siège Social : 92 rue des Charmettes  
69 006 LYON

SIREN 498 483 924  
RNA W133005438

---

EXERCICE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2023 AU 31 DECEMBRE 2023

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

A l'assemblée générale de l'association COM'EXPRESSION,

**I. Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale du 19 Juin 2021, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association COM'EXPRESSION relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**II. Fondement de l'opinion**

**. Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

## **. Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> Janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

## **III. Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Certains comptes ont entraîné les appréciations suivantes de notre part :

### **Subventions équipement accordées**

Une subvention d'équipement avait été accordée à l'association pour un montant de 100 918 € les années antérieures. Cette subvention est reprise au compte de résultat pour un montant de 10 219 € au 31 Décembre 2023, ceci au prorata de l'amortissement des biens que cette subvention a permis d'acquérir.

Le montant de la subvention nette restant à réintégrer au compte de résultat s'élève à un montant de 36 213 € au 31 Décembre 2023.

### **Provision pour fonds dédiés**

Une provision pour fonds dédiés de 32 322 € a été dotée en 2023 pour faire face à des travaux, notamment de mise aux normes qui ont été évalués avec suffisamment de précision. Cette provision est reprise au prorata des amortissements liés à ces travaux. Le montant de cette reprise a été de 5 083 € pour l'exercice 2023.

Le montant net de cette provision pour fonds dédiés s'élève à la somme de 27 239 € au 31 décembre 2023.

#### Provision pour litige

Une provision pour litige de 50 000 € a été constituée dans le cadre de la signature d'une convention avec le directeur de l'association, Monsieur Stéphane HENRI le 25 Juin 2024.

Cette convention vise à clore définitivement tout litige potentiellement à naître au sujet de 1 529 heures supplémentaires accomplies par Mr Stéphane HENRI les années antérieures non payées.

Les heures à rémunérer représentent un total de 45 490 € brut. Le montant global de cette rémunération ainsi que les charges sociales patronales correspondantes seront versées sur l'exercice 2024. La part du montant global – brut+charges - non couverte par la provision ci-dessus de 50 000 € sera enregistrée en charge sur l'exercice 2024.

#### **IV. Vérification spécifiques : rapport moral, rapport financier et autres documents adressés aux membres de l'association COM'EXPRESSION**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

#### **V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels**

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au Conseil d'Administration d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

#### **VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par le Conseil d'Administration de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à BRON,  
Le 14 Juin 2024

Le Commissaire aux Comptes  
AUDIT FISCALITE et CONSEILS

Rémi GERARDO  
Commissaire aux Comptes  
Mandataire social



**Association COM'EXPRESSION**

Association loi 1901 sans but lucratif

Siège Social : 92 rue des Charmettes  
69006 LYON

SIREN 498 483 924  
RNA W133005438

EXERCICE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2023 AU 31 DECEMBRE 2023

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

*Société AUDIT FISCALITE ET CONSEILS SAS  
Commissaire aux Comptes inscrit  
Parc St Exupéry – l'Atrium – 3 rue du Colonel Chambonnet – 69 500 BRON*



A l'assemblée générale de l'association COMEXPRESSION,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

**Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant.

Fait à BRON, le 14 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes  
Société AUDIT FISCALITE et CONSEILS

Rémi GERARDO  
Commissaire aux comptes  
Mandataire social



**ETATS SIMPLIFIES DE  
L'EXERCICE**

## Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
<b>ACTIF</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	2 040	2 040		
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et aco				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	43 136		43 136	43 136
Constructions	529 339	186 599	342 740	371 124
Installations techniques, matériel et outillage	616	616		
Autres immobilisations corporelles	74 701	43 782	30 920	28 551
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés	4 116		4 116	4 116
Prêts				
Autres immobilisations financières	3 294		3 294	3 294
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>657 243</b>	<b>233 037</b>	<b>424 206</b>	<b>450 222</b>
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	10 173	4 922	5 251	21 243
Autres créances	113 501		113 501	77 175
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	407 133		407 133	396 412
Charges constatées d'avance	7 259		7 259	6 932
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>538 066</b>	<b>4 922</b>	<b>533 143</b>	<b>501 761</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion – Actif				
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>1 195 308</b>	<b>237 959</b>	<b>957 350</b>	<b>951 983</b>

## Bilan

	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
<b>PASSIF</b>		
Fonds associatifs sans droit de reprise	318 350	318 350
Ecart de réévaluation		
Réserves indisponibles		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	62 132	33 283
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>28 960</b>	<b>28 849</b>
Subventions d'investissement	36 213	46 432
Provisions réglementées		
<b>FONDS PROPRES</b>	<b>445 655</b>	<b>426 914</b>
Apports		
Legs et donations		
Subventions affectées		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Résultat sous contrôle		
Droit des propriétaires		
<b>AUTRES FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Provisions pour risques	50 000	
Provisions pour charges		
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>50 000</b>	
Fonds dédiés sur subventions	27 239	32 322
Fonds dédiés sur autres ressources		
<b>FONDS DEDIES</b>	<b>27 239</b>	<b>32 322</b>
Emprunts obligataires convertibles		
<b>Emprunts</b>	257 265	284 749
<b>Découverts et concours bancaires</b>	466	450
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	257 731	285 199
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		13 411
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	34 464	32 957
Dettes fiscales et sociales	56 853	58 147
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	19 539	22 340
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	65 869	80 693
<b>DETTES</b>	<b>434 456</b>	<b>492 747</b>
Ecart de conversion – Passif		
<b>ECARTS DE CONVERSION</b>		
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>957 350</b>	<b>951 983</b>

## Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Ventes de marchandises						
Production vendue	730 330	63,97	605 794	57,85	124 536	20,56
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation	401 696	35,18	431 976	41,25	-30 280	-7,01
Reprises et Transferts de charge	16 669	1,46	9 859	0,94	6 811	69,09
Cotisations	9 717	0,85	9 405	0,90	312	3,32
Autres produits	1 144	0,10	1 425	0,14	-281	-19,72
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>1 159 557</b>	<b>101,56</b>	<b>1 058 458</b>	<b>101,08</b>	<b>101 098</b>	<b>9,55</b>
Achats de marchandises						
Variation de stock de marchandises						
Achats de matières premières	6 748	0,59	6 257	0,60	491	7,85
Variation de stock de matières premières						
Autres achats non stockés et charges externes	229 854	20,13	209 795	20,03	20 059	9,56
Impôts et taxes	25 559	2,24	20 741	1,98	4 818	23,23
Salaires et Traitements	695 037	60,88	595 210	56,84	99 827	16,77
Charges sociales	143 158	12,54	124 833	11,92	18 326	14,68
Amortissements et provisions	41 171	3,61	38 184	3,65	2 986	7,82
Autres charges	8 298	0,73	6 671	0,64	1 627	24,39
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>1 149 826</b>	<b>100,71</b>	<b>1 001 691</b>	<b>95,66</b>	<b>148 135</b>	<b>14,79</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>9 731</b>	<b>0,85</b>	<b>56 767</b>	<b>5,42</b>	<b>-47 036</b>	<b>-82,86</b>
Opérations faites en commun						
Produits financiers	2 286	0,20	1 062	0,10	1 224	115,25
Charges financières	6 710	0,59	6 508	0,62	202	3,11
<b>Résultat financier</b>	<b>-4 424</b>	<b>-0,39</b>	<b>-5 446</b>	<b>-0,52</b>	<b>1 022</b>	<b>-18,76</b>
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>5 307</b>	<b>0,46</b>	<b>51 322</b>	<b>4,90</b>	<b>-46 014</b>	<b>-89,66</b>
Produits exceptionnels	18 904	1,66	10 219	0,98	8 684	84,98
Charges exceptionnelles	333	0,03	370	0,04	-36	-9,85
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>18 570</b>	<b>1,63</b>	<b>9 849</b>	<b>0,94</b>	<b>8 721</b>	<b>88,54</b>
Impôts sur les bénéfices						
Report des ressources non utilisées	5 083	0,45			5 083	
Engagements à réaliser			32 322	3,09	-32 322	-100,00
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>28 960</b>	<b>2,54</b>	<b>28 849</b>	<b>2,75</b>	<b>111</b>	<b>0,39</b>
Contribution volontaires en nature						
Bénévolat	5 124		8 530		-3 406	-39,93
Prestations en nature						
Dons en nature						
<b>Total des produits</b>	<b>5 124</b>		<b>8 530</b>		<b>-3 406</b>	<b>-39,93</b>
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite						
Personnel bénévole	5 124		8 530		-3 406	-39,93
<b>Total des charges</b>	<b>5 124</b>		<b>8 530</b>		<b>-3 406</b>	<b>-39,93</b>

ANNEXE

## Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : COM'EXPRESSION

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 957 350 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 28 960 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 01/01/1900 par les dirigeants de l'association.

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Constructions : 10 à 50 ans
- \* Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- \* Installations techniques : 5 à 10 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

## Règles et méthodes comptables

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.



## Notes sur le bilan

## Actif immobilisé

## Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 040			2 040
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>2 040</b>			<b>2 040</b>
– Terrains	43 136			43 136
– Constructions sur sol propre	409 825			409 825
– Constructions sur sol d'autrui				
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions	119 514			119 514
– Installations techniques, matériel et outillage industriels	616			616
– Installations générales, agencements aménagements divers	37 923	10 567		48 489
– Matériel de transport				
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	30 440		4 228	26 212
– Emballages récupérables et divers				
– Immobilisations corporelles en cours				
– Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>641 454</b>	<b>10 567</b>	<b>4 228</b>	<b>647 793</b>
– Participations évaluées par mise en équivalence				
– Autres participations				
– Autres titres immobilisés	4 116			4 116
– Prêts et autres immobilisations financières	3 294			3 294
<b>Immobilisations financières</b>	<b>7 410</b>			<b>7 410</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>650 904</b>	<b>10 567</b>	<b>4 228</b>	<b>657 243</b>

## Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
<b><i>Ventilation des augmentations</i></b>				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		10 567		10 567
Apports				
Créations				
Réévaluations				
<b>Augmentations de l'exercice</b>		<b>10 567</b>		<b>10 567</b>
<b><i>Ventilation des diminutions</i></b>				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		4 228		4 228
Scissions				
Mises hors service				
<b>Diminutions de l'exercice</b>		<b>4 228</b>		<b>4 228</b>

Amortissements des immobilisations

## Notes sur le bilan

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 040			2 040
<b>Amortissements incorporelles</b>	<b>2 040</b>			<b>2 040</b>
– Terrains				
– Constructions sur sol propre	97 665	16 393		114 613
– Constructions sur sol d'autrui				
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions	60 550	11 991		71 986
– Installations techniques, matériel et outillage industriels	616			616
– Installations générales, agencements aménagements divers	20 001	4 440		24 441
– Matériel de transport				
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	19 810	3 758	4 228	19 340
– Emballages récupérables et divers				
<b>Amortissements corporelles</b>	<b>198 643</b>	<b>36 582</b>	<b>4 228</b>	<b>230 997</b>
<b>AMORTISSEMENTS</b>	<b>200 683</b>	<b>36 582</b>	<b>4 228</b>	<b>233 037</b>

## Notes sur le bilan

## Actif circulant

## Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 134 227 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	3 294		3 294
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	10 173	10 173	
Autres	113 501	113 501	
Charges constatées d'avance	7 259	7 259	
<b>Total</b>	<b>134 227</b>	<b>130 933</b>	<b>3 294</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

## Produits à recevoir

	Montant
Clients – factures à établir	4 240
<b>Total</b>	<b>4 240</b>

## Notes sur le bilan

## Provisions

## Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					50 000
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
<b>Total</b>					<b>50 000</b>
<b>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</b>					
Exploitation					
Financières					
Exceptionnelles					

## Notes sur le bilan

## Dettes

## Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 434 456 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine	466	466		
– à plus de 1 an à l'origine	257 265	27 956	115 314	113 995
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	34 464	34 464		
Dettes fiscales et sociales	56 853	56 853		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	19 539	19 539		
Produits constatés d'avance	65 869	65 869		
<b>Total</b>	<b>434 456</b>	<b>205 147</b>	<b>115 314</b>	<b>113 995</b>
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	27 476			
(**) Dont envers les associés				

## Charges à payer

	Montant
Fournisseurs – fact. non parvenues	16 562
Int.courus s/emp.aup.etablt.crédit	101
Banque – intérêts courus à payer	466
Dettes provis. pr congés à payer	14 822
Charges sociales s/congés à payer	5 964
Etat – autres charges à payer	4 123
<b>Total</b>	<b>42 039</b>

## Notes sur le bilan

## Comptes de régularisation

## Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	7 259		
<b>Total</b>	<b>7 259</b>		

## Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	65 869		
<b>Total</b>	<b>65 869</b>		

Un produit constaté d'avance de 65 k€ a été constaté au titre de la subvention DGF de 388 k€, octroyée par la Ville de Lyon. La subvention 2023 intègre 2/12ème d'activité de l'année 2024. Ces 2/12èmes ont donc été retranchés afin que le montant de la subvention coïncide avec l'année d'activité.